



Assemblée générale

Distr.
GÉNÉRALE

A/51/251
20 septembre 1996
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Cinquante et unième session

ORDRE DU JOUR DE LA CINQUANTE ET UNIÈME SESSION ORDINAIRE
DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

Adopté par l'Assemblée générale à sa 3e séance plénière,
le 20 septembre 1996

1. Ouverture de la session par le chef de la délégation du Portugal.
2. Minute de silence consacrée à la prière ou à la méditation.
3. Pouvoirs des représentants à la cinquante et unième session de l'Assemblée générale :
 - a) Nomination des membres de la Commission de vérification des pouvoirs;
 - b) Rapport de la Commission de vérification des pouvoirs.
4. Élection du Président de l'Assemblée générale.
5. Élection des bureaux des grandes commissions.
6. Élection des vice-présidents de l'Assemblée générale.
7. Communication faite par le Secrétaire général en vertu du paragraphe 2 de l'Article 12 de la Charte des Nations Unies.
8. Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux : rapports du Bureau.
9. Débat général.
10. Rapport du Secrétaire général sur l'activité de l'Organisation.
11. Rapport du Conseil de sécurité.
12. Rapport du Conseil économique et social.
13. Rapport de la Cour internationale de Justice.
14. Rapport de l'Agence internationale de l'énergie atomique.
15. Élections aux sièges devenus vacants dans les organes principaux :
 - a) Élection de cinq membres non permanents du Conseil de sécurité;
 - b) Élection de dix-huit membres du Conseil économique et social;
 - c) Élection de cinq membres de la Cour internationale de Justice.
16. Nomination du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.
17. Élections aux sièges devenus vacants dans les organes subsidiaires et autres élections :
 - a) Élection des membres de la Commission du droit international;
 - b) Élection de vingt membres du Comité du programme et de la coordination;

/...

- c) Élection du directeur exécutif du Programme des Nations Unies pour l'environnement.
18. Nominations aux sièges devenus vacants dans les organes subsidiaires et autres nominations :
- a) Nomination de membres du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires;
 - b) Nomination de membres du Comité des contributions;
 - c) Nomination d'un membre du Comité des commissaires aux comptes;
 - d) Confirmation de la nomination de membres du Comité des placements;
 - e) Nomination de membres du Tribunal administratif des Nations Unies;
 - f) Nomination de membres de la Commission de la fonction publique internationale;
 - g) Nomination de membres du Comité des conférences;
 - h) Nomination de membres du Corps commun d'inspection;
 - i) Confirmation de la nomination de l'Administrateur du Programme des Nations Unies pour le développement.
19. Application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux.
20. Admission de nouveaux Membres à l'Organisation des Nations Unies.
21. Renforcement de la coordination de l'aide humanitaire et des secours en cas de catastrophe fournis par l'Organisation des Nations Unies, y compris l'assistance économique spéciale :
- a) Renforcement de la coordination de l'aide humanitaire d'urgence fournie par l'Organisation des Nations Unies;
 - b) Assistance économique spéciale à certains pays ou régions;
 - c) Assistance internationale d'urgence pour le rétablissement de la paix et de la normalité en Afghanistan et pour la reconstruction de ce pays dévasté par la guerre;
 - d) Assistance au peuple palestinien.
22. Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation des États américains.
23. Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et le Comité consultatif juridique afro-asiatique.

24. Droit de la mer :

- a) Droit de la mer;
 - b) Accord aux fins de l'application des dispositions de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer du 10 décembre 1982 relatives à la conservation et à la gestion des stocks chevauchants de poissons et des stocks de poissons grands migrateurs;
 - c) La pêche hauturière au grand filet dérivant et ses effets sur les ressources biologiques des mers et des océans de la planète; la pêche non autorisée dans les zones relevant de la juridiction nationale et ses effets sur les ressources biologiques des mers et des océans de la planète; prises accessoires et déchets de la pêche et leur impact sur l'utilisation durable des ressources biologiques marines de la planète.
25. Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et la Communauté des Caraïbes.
26. Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation de coopération économique.
27. Nécessité de lever le blocus économique, commercial et financier appliqué à Cuba par les États-Unis d'Amérique.
28. Congrès universel sur la question du canal de Panama.
29. Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Union interparlementaire.
30. Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et la Ligue des États arabes.
31. Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation de la Conférence islamique.
32. Zone de paix et de coopération de l'Atlantique Sud.
33. La situation au Moyen-Orient.
34. Assistance au déminage.
35. Question de Palestine.
36. Assistance internationale pour le relèvement et la reconstruction du Nicaragua : séquelles de la guerre et des catastrophes naturelles.
37. La situation de la démocratie et des droits de l'homme en Haïti.
38. Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe.

/...

39. La situation en Afghanistan et ses conséquences pour la paix et la sécurité internationales.
40. La situation en Amérique centrale : processus d'établissement d'une paix ferme et durable et progrès réalisés dans la structuration d'une région de paix, de liberté, de démocratie et de développement.
41. Appui du système des Nations Unies aux efforts déployés par les gouvernements pour promouvoir et consolider les démocraties nouvelles ou rétablies.
42. Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation de l'unité africaine.
43. La situation au Burundi.
44. Mise en oeuvre du nouvel Ordre du jour des Nations Unies pour le développement de l'Afrique dans les années 90.
45. Suite donnée au Sommet mondial pour le développement social.
46. Restructuration et revitalisation de l'Organisation des Nations Unies dans les domaines économique et social et les domaines connexes.
47. Question de la représentation équitable au Conseil de sécurité et de l'augmentation du nombre de ses membres et questions connexes.
48. Renforcement du système des Nations Unies.
49. Question des îles Falkland (Malvinas).
50. Rapport du Tribunal international chargé de poursuivre les personnes présumées responsables de violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis 1991.
51. Déclaration de la Conférence des chefs d'État et de gouvernement de l'Organisation de l'unité africaine relative à l'attaque militaire aérienne et navale lancée en avril 1986 par l'actuel Gouvernement des États-Unis contre la Jamahiriya arabe libyenne populaire et socialiste.
52. L'agression armée israélienne contre les installations nucléaires irakiennes et ses graves conséquences pour le système international établi en ce qui concerne les utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire, la non-prolifération des armes nucléaires et la paix et la sécurité internationales.
53. Conséquences de l'occupation du Koweït par l'Iraq et de l'agression irakienne contre le Koweït.
54. Application des résolutions de l'Organisation des Nations Unies.

55. Ouverture de négociations globales sur la coopération économique internationale pour le développement.
56. La situation en Bosnie-Herzégovine.
57. Question de l'île comorienne de Mayotte.
58. Question de Chypre.
59. Rapport du Tribunal criminel international chargé de juger les personnes présumées responsables d'actes de génocide ou d'autres violations graves du droit international humanitaire commis sur le territoire du Rwanda et les citoyens rwandais présumés responsables de tels actes ou violations commis sur le territoire d'États voisins entre le 1er janvier et le 31 décembre 1994.
60. Interdiction de mettre au point et de fabriquer de nouveaux types d'armes et systèmes d'armes de destruction massive : rapport de la Conférence du désarmement.
61. Réduction des budgets militaires :
 - a) Réduction des budgets militaires;
 - b) Information objective sur les questions militaires, y compris la transparence des dépenses militaires.
62. Question de l'Antarctique.
63. Le rôle de la science et de la technique dans le contexte de la sécurité internationale et du désarmement.
64. Le rôle de la science et de la technique dans le contexte de la sécurité internationale, du désarmement et d'autres domaines connexes.
65. Amendement du Traité interdisant les essais d'armes nucléaires dans l'atmosphère, dans l'espace extra-atmosphérique et sous l'eau.
66. Application du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires.
67. Création d'une zone exempte d'armes nucléaires dans la région du Moyen-Orient.
68. Création d'une zone exempte d'armes nucléaires en Asie du Sud.
69. Conclusion d'arrangements internationaux efficaces pour garantir les États non dotés d'armes nucléaires contre l'emploi ou la menace de ces armes.
70. Prévention d'une course aux armements dans l'espace.

71. Désarmement général et complet :

- a) Notification des essais nucléaires;
- b) Transparence dans le domaine des armements;
- c) Interdiction de déverser des déchets radioactifs;
- d) Convocation de la quatrième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement : rapport du Comité préparatoire de la quatrième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement;
- e) Relation entre le désarmement et le développement;
- f) Mesures visant à freiner le transfert et l'emploi illicites d'armes classiques;
- g) Désarmement régional;
- h) Maîtrise des armes classiques aux niveaux régional et sous-régional;
- i) Désarmement nucléaire;
- j) Non-prolifération des armes de destruction massive et de leurs vecteurs, sous tous ses aspects;
- k) Avis consultatif de la Cour internationale de Justice sur la légalité de la menace ou de l'emploi d'armes nucléaires.

72. Examen et application du Document de clôture de la douzième session extraordinaire de l'Assemblée générale :

- a) Programme d'information des Nations Unies sur le désarmement;
- b) Bourses d'études, formation et services consultatifs des Nations Unies en matière de désarmement;
- c) Mesures de confiance à l'échelon régional;
- d) Centre régional des Nations Unies pour la paix et le désarmement en Afrique, Centre régional des Nations Unies pour la paix et le désarmement en Asie et dans le Pacifique et Centre régional des Nations Unies pour la paix, le désarmement et le développement en Amérique latine et dans les Caraïbes;
- e) Convention sur l'interdiction de l'utilisation des armes nucléaires.

73. Examen de l'application des recommandations et décisions adoptées par l'Assemblée générale à sa dixième session extraordinaire :
 - a) Rapport de la Commission du désarmement;
 - b) Rapport de la Conférence du désarmement;
 - c) Conseil consultatif pour les questions de désarmement;
 - d) Institut des Nations Unies pour la recherche sur le désarmement;
 - e) Mesures de confiance.
74. Le risque de prolifération nucléaire au Moyen-Orient.
75. Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination.
76. Renforcement de la sécurité et de la coopération dans la région de la Méditerranée.
77. Application de la Déclaration faisant de l'océan Indien une zone de paix.
78. Renforcement du régime défini par le Traité visant l'interdiction des armes nucléaires en Amérique latine et dans les Caraïbes (Traité de Tlatelolco).
79. Traité sur une zone exempte d'armes nucléaires en Afrique.
80. Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication et du stockage des armes bactériologiques (biologiques) ou à toxines et sur leur destruction.
81. Examen de l'application de la Déclaration sur le renforcement de la sécurité internationale.
82. Effets des rayonnements ionisants.
83. Coopération internationale touchant les utilisations pacifiques de l'espace.
84. Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient.
85. Rapport du Comité spécial chargé d'enquêter sur les pratiques israéliennes affectant les droits de l'homme du peuple palestinien et des autres Arabes des territoires occupés.
86. Étude d'ensemble de toute la question des opérations de maintien de la paix sous tous leurs aspects.
87. Questions relatives à l'information.

/...

88. Renseignements relatifs aux territoires non autonomes, communiqués en vertu de l'alinéa e de l'Article 73 de la Charte des Nations Unies.
89. Activités des intérêts étrangers, économiques et autres, qui font obstacle à l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux dans les territoires se trouvant sous domination coloniale.
90. Application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux par les institutions spécialisées et les organismes internationaux associés à l'Organisation des Nations Unies.
91. Moyens d'étude et de formation offerts par les États Membres aux habitants des territoires non autonomes.
92. La situation dans les territoires occupés de la Croatie.
93. Question de la composition des organes pertinents de l'Organisation des Nations Unies.
94. Questions de politique macro-économique :
 - a) Crise de la dette extérieure et développement;
 - b) Financement du développement, y compris le transfert net de ressources entre pays en développement et pays développés;
 - c) Commerce et développement;
 - d) Produits de base.
95. Questions de politique sectorielle :
 - a) Coopération pour le développement industriel;
 - b) Alimentation et développement agricole durable.
96. Développement durable et coopération économique internationale :
 - a) Application et suivi des principaux arrangements ayant fait l'objet d'un consensus en matière de développement :
 - i) Respect des engagements et application des politiques convenus dans la Déclaration sur la coopération économique internationale, en particulier la relance de la croissance économique et du développement dans les pays en développement;
 - ii) Application de la stratégie internationale du développement pour la quatrième Décennie des Nations Unies pour le développement;

b) Agenda pour le développement :

- i) Agenda pour le développement;
 - ii) Relance du dialogue sur le renforcement de la coopération économique internationale pour le développement par le partenariat;
- c) Intégration de l'économie des pays en transition dans l'économie mondiale;
- d) Population et développement;
- e) Établissements humains;
- f) Élimination de la pauvreté;
- g) Développement culturel.

97. Environnement et développement durable :

- a) Application des décisions et recommandations de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement;
- b) Session extraordinaire consacrée à un examen et une évaluation d'ensemble de la mise en oeuvre d'Action 21;
- c) Application de la Convention sur la diversité biologique;
- d) Application des décisions de la Conférence mondiale sur le développement durable des petits États insulaires en développement;
- e) Protection du climat mondial pour les générations présentes et futures;
- f) Décennie internationale de la prévention des catastrophes naturelles.

98. Activités opérationnelles de développement.

99. Formation et recherche :

- a) Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche;
- b) Université des Nations Unies.

100. Développement social, y compris les questions relatives à la situation sociale dans le monde et aux jeunes, aux personnes âgées, aux handicapés et à la famille.

101. Prévention du crime et justice pénale.

102. Contrôle international des drogues.

/...

103. Promotion de la femme.
104. Suite donnée à la quatrième Conférence mondiale sur les femmes.
105. Rapport du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, questions relatives aux réfugiés, aux rapatriés et aux personnes déplacées et questions humanitaires.
106. Promotion et protection des droits de l'enfant.
107. Programme d'activités de la Décennie internationale des populations autochtones.
108. Élimination du racisme et de la discrimination raciale.
109. Droit des peuples à l'autodétermination.
110. Questions relatives aux droits de l'homme :
 - a) Application des instruments relatifs aux droits de l'homme;
 - b) Questions relatives aux droits de l'homme, y compris les divers moyens de mieux assurer l'exercice effectif des droits de l'homme et des libertés fondamentales;
 - c) Situations relatives aux droits de l'homme et rapports des rapporteurs et représentants spéciaux;
 - d) Application et suivi méthodiques de la Déclaration et du Programme d'action de Vienne;
 - e) Rapport du Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme.
111. Rapports financiers et états financiers vérifiés, et rapports du Comité des commissaires aux comptes :
 - a) Organisation des Nations Unies;
 - b) Programme des Nations Unies pour le développement;
 - c) Fonds des Nations Unies pour l'enfance;
 - d) Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient;
 - e) Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche;
 - f) Fonds de contributions volontaires gérés par le Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés;
 - g) Fonds du Programme des Nations Unies pour l'environnement;

- h) Fonds des Nations Unies pour la population;
 - i) Fondation des Nations Unies pour l'habitat et les établissements humains;
 - j) Fonds du Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues;
 - k) Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets.
112. Examen de l'efficacité du fonctionnement administratif et financier de l'Organisation des Nations Unies.
113. Budget-programme de l'exercice biennal 1994-1995.
114. Planification des programmes.
115. Amélioration de la situation financière de l'Organisation des Nations Unies.
116. Budget-programme de l'exercice biennal 1996-1997.
117. Coordination administrative et budgétaire entre l'Organisation des Nations Unies et les institutions spécialisées ainsi que l'Agence internationale de l'énergie atomique.
118. Plan des conférences.
119. Barème des quotes-parts pour la répartition des dépenses de l'Organisation des Nations Unies.
120. Gestion des ressources humaines :
- a) Application de la stratégie du Secrétaire général pour la gestion des ressources humaines de l'Organisation et autres questions relatives à la gestion des ressources humaines;
 - b) Composition du Secrétariat;
 - c) Respect des privilèges et immunités des fonctionnaires de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées et organismes apparentés.
121. Régime commun des Nations Unies.
122. Régime des pensions des Nations Unies.

123. Financement des forces des Nations Unies chargées du maintien de la paix au Moyen-Orient :
 - a) Force des Nations Unies chargée d'observer le dégagement;
 - b) Force intérimaire des Nations Unies au Liban.
124. Financement de la Mission de vérification des Nations Unies en Angola.
125. Financement des activités qui découlent de la résolution 687 (1991) du Conseil de sécurité :
 - a) Mission d'observation des Nations Unies pour l'Iraq et le Koweït;
 - b) Activités diverses.
126. Financement de la Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental.
127. Financement de la Mission d'observation des Nations Unies en El Salvador.
128. Financement et liquidation de l'Autorité provisoire des Nations Unies au Cambodge.
129. Financement de la Force de protection des Nations Unies, de l'Opération des Nations Unies pour le rétablissement de la confiance en Croatie, de la Force de déploiement préventif des Nations Unies et du quartier général des Forces de paix des Nations Unies.
130. Financement de l'Opération des Nations Unies en Somalie II.
131. Financement de l'Opération des Nations Unies au Mozambique.
132. Financement de la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre.
133. Financement de la Mission d'observation des Nations Unies en Géorgie.
134. Financement de la Mission des Nations Unies en Haïti.
135. Financement de la Mission d'observation des Nations Unies au Libéria.
136. Financement de la Mission des Nations Unies pour l'assistance au Rwanda.
137. Financement du Tribunal international chargé de poursuivre les personnes présumées responsables de violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis 1991.
138. Financement de la Mission d'observation des Nations Unies au Tadjikistan.

139. Financement du Tribunal criminel international chargé de juger les personnes présumées responsables d'actes de génocide ou d'autres violations graves du droit international humanitaire commis sur le territoire du Rwanda et les citoyens rwandais présumés responsables de tels actes ou violations commis sur le territoire d'États voisins entre le 1er janvier et le 31 décembre 1994.
140. Aspects administratifs et budgétaires du financement des opérations de maintien de la paix des Nations Unies :
 - a) Financement des opérations de maintien de la paix des Nations Unies;
 - b) Reclassement de l'Ukraine dans le groupe des États Membres visés à l'alinéa c) du paragraphe 3 de la résolution 43/232 de l'Assemblée générale.
141. Rapport du Secrétaire général sur les activités du Bureau des services de contrôle interne.
142. État des protocoles additionnels aux Conventions de Genève de 1949 relatifs à la protection des victimes des conflits armés.
143. Examen de mesures efficaces visant à renforcer la protection et la sécurité des missions et des représentants diplomatiques et consulaires.
144. Convention sur le droit relatif aux utilisations des cours d'eau internationaux à des fins autres que la navigation.
145. Décennie des Nations Unies pour le droit international.
146. Rapport de la Commission du droit international sur les travaux de sa quarante-huitième session.
147. Création d'une cour criminelle internationale.
148. Rapport de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international sur les travaux de sa vingt-neuvième session.
149. Rapport du Comité des relations avec le pays hôte.
150. Rapport du Comité spécial de la Charte des Nations Unies et du raffermissement du rôle de l'Organisation.
151. Mesures visant à éliminer le terrorisme international.
152. Développement progressif des principes et normes du droit international relatifs au nouvel ordre économique international.
153. Financement de la Mission des Nations Unies en Bosnie-Herzégovine.
154. Financement de l'Administration transitoire des Nations Unies pour la Slavonie orientale, la Baranja et le Srem occidental.

155. Financement de la Force de déploiement préventif des Nations Unies.
156. Octroi à l'Organisation internationale de police criminelle du statut d'observateur auprès de l'Assemblée générale.
157. Financement de la Mission d'appui des Nations Unies en Haïti.
158. Question de l'élaboration d'une convention internationale contre la criminalité transnationale organisée.
159. Élimination des mesures économiques coercitives utilisées pour exercer une pression politique et économique.
